

AKERE25
VERS LA NOUVELLE REPUBLIQUE



Akere T. MUNA

VERS LA NOUVELLE REPUBLIQUE

AKERE2025

Changement
et Espoir

AKERE25
VERS LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

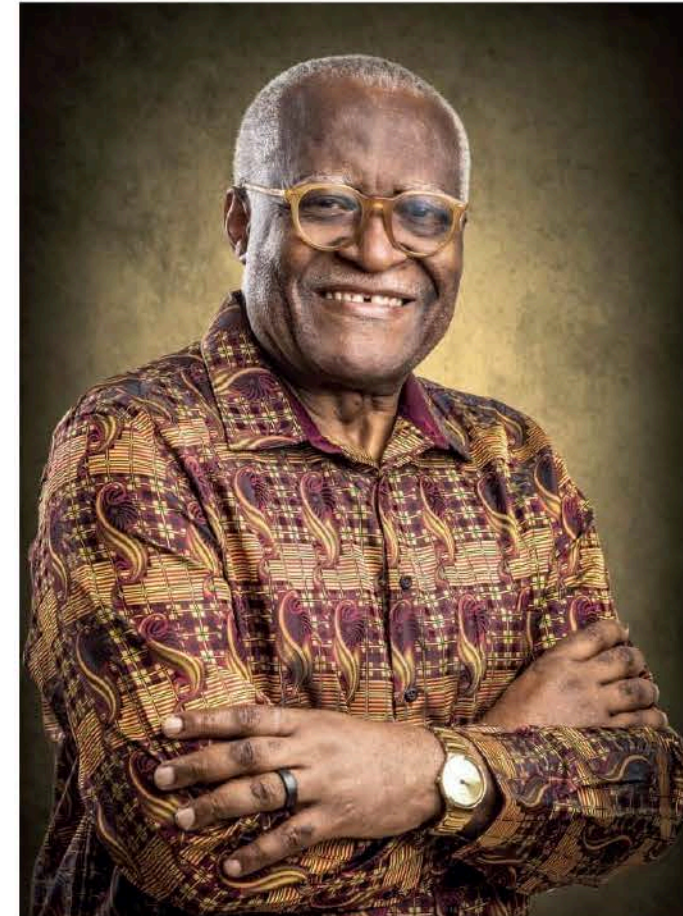


**Candidat à
l'élection présidentielle de 2025
au Cameroun**

www.akeremuna.net @akere25



Sommaire



07

Mes 8 piliers

08

Mes 100 premiers jours

09,10&11

Interview exclusive avec

Akere T. MUNA,

*Candidat à l'élection présidentielle
de 2025 au Cameroun*

12,13&14

Paru dans les journaux

15&16

Ils en parlent

17

ATM... Une reconnaissance
internationale

18

ATM... Un homme de terrain

19

La Grande Famille MUNA

03

éditorial

Un temps pour
un redémarrage courageux

05

Qui est **Akere T. MUNA** ?

06

Pourquoi je suis candidat



éditorial

Un temps pour un redémarrage courageux

Alors que nous nous tenons à ce carrefour décisif de l'histoire de notre nation, je m'adresse à vous non pas en tant qu'homme politique de carrière, mais comme un Camerounais qui a consacré sa vie à la poursuite de la justice, de la transparence et de l'État de droit. Cette édition spéciale n'est pas de la propagande électorale, mais plutôt un bilan ouvert – une présentation honnête de mes convictions, de mon parcours et des mesures concrètes que nous devons prendre ensemble pour guérir et reconstruire notre cher Cameroun.

Dans ces pages, vous découvrirez :

L'histoire d'un jeune Camerounais devenu avocat, puis activiste de la société civile en croisade contre la corruption. Ma carrière juridique a ancré en moi un engagement inébranlable envers la justice – face aux inégalités, je ne peux rester silencieux. Cette conviction fondamentale est la raison pour laquelle je me présente aujourd'hui à vous comme candidat à la Présidence de la République du Cameroun.

Notre nation a urgemment besoin d'un redémarrage. C'est pourquoi je propose un mandat unique et non renouvelable de cinq ans, axé sur huit piliers fondamentaux de réforme. Ces propositions concrètes pour le renouveau national – couvrant la justice économique jusqu'à la réforme systémique complète – ont été forgées au fil des décennies d'écoute des Camerounais ordinaires dans les tribunaux, les

marchés et les villages à travers le pays. Du fait de ma pratique juridique, j'ai été témoin direct de la souffrance de nos citoyens les plus vulnérables, révélée par les systèmes de santé, d'éducation et de justice. Ces trois domaines seront la priorité de mon gouvernement.

Dans les 100 premiers jours, les Camerounais doivent commencer à voir des changements tangibles. Nous prendrons des actions mesurables, commençant par le devoir solennel de rapatrier notre premier président Ahmadou Ahidjo, son épouse Germaine et leur fille du Sénégal – pour enfin les ramener reposer en terre camerounaise.

À travers l'interview exclusive, les coupures de presse et les témoignages de ce magazine, vous comprendrez à la fois l'homme et la mission. Mes luttes passées, mes convictions actuelles et ma vision pour redonner de l'honneur à la politique camerounaise sont exposées sans détour. Les photographies offrent un aperçu de la famille qui m'ancre et des personnes qui m'inspirent.

Soyons clairs : je ne promets aucun miracle, seulement un travail acharné. Je ne sème pas la division, mais j'étends une invitation ouverte. Le Cameroun que nous construirons doit appartenir à tous ceux qui l'aiment. En lisant ces pages, je vous demande de juger non pas la personne, mais les principes. D'évaluer non pas la rhétorique, mais la réalité qui la sous-tend.

Avec humilité et une détermination inébranlable,

Akere Tabeng MUNA



Akere T. MUNA

Né le 18 août 1952 - nationalité camerounaise
Avocat et Consultant juridique international
Gouvernance et Lutte anti-corruption

- Consultant auprès d'organisations nationales, régionales et internationales.
- Conseiller juridique d'institutions financières et de multinationales.
- Conseil de l'État du Cameroun devant les tribunaux nationaux et devant des juridictions internationales.
- Intervenant à des conférences nationales et internationales sur la gouvernance et le droit international.

>Droit et Justice

- Avocat depuis 1978 et Associé gérant du cabinet d'avocats Muna, Muna & Associés, depuis 1992
- Bâtonnier de l'ordre des avocats du Cameroun, 1997 à 2002
- Membre fondateur puis Président de l'Union panafricaine des avocats, 2002 et 2014
- Ambassadeur de bonne volonté de la Facilité africaine de soutien juridique (ALSF), depuis 2024

>Société civile

- Transparency International, depuis 2000 : Fondateur de TI Cameroun, puis Vice-président (3 mandats) et membre du Conseil international de TI
- Coordinateur de la Fondation Solomon Tandeng Muna, depuis 2006
- Membre du Conseil puis Président de la Conférence internationale anticorruption (IACC), 2008 à 2018
- Membre du Conseil d'administration de l'Institut africain de la gouvernance, 2012

>Institutions • Afrique

- Membre de la Commission nationale ad hoc pour la lutte contre la corruption au Cameroun, 1998 à 2002
- Membre de la Commission pour la mise en œuvre des principes de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), 2005 à 2007
- République démocratique du Congo et Togo, Conseil en gouvernance et lutte contre la corruption. De 2019 à 2022

>Union africaine

- Membre du comité permanent puis Président de l'Assemblée générale du Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine (ECOSOCC), 2005 à 2014
- Membre du Panel indépendant de haut niveau en charge de l'audit de l'Union africaine, 2007
- Membre puis Président du panel d'éminentes personnalités du mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), 2010 à 2014

>Institutions • Monde

- Consultant juridique pour la Banque mondiale et le Haut-Commissariat pour les Réfugiés, ONU, 2004
- Membre du groupe consultatif subsaharien du Fonds monétaire international, 2010 à 2012
- Président du comité de vérification de la probité des officiels de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme (IAAF), 2017 à 2018
- Observateur du Commonwealth pour les élections à Zanzibar, 2000.

>Finances

- Auditeur du département de l'audit de la Banque Africaine de Développement (BAD), 2010
- Premier commissaire aux sanctions de la Banque Africaine de Développement (BAD), 2013 à 2018
- Membre puis Président du Conseil d'administration de Ecobank Cameroun, 2017 à 2018
- Co-président du groupe de travail de l'Union africaine sur l'élaboration de la Position africaine commune sur le recouvrement des avoirs (CAPAR), 2020
- Membre du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, depuis 2012

>Formation

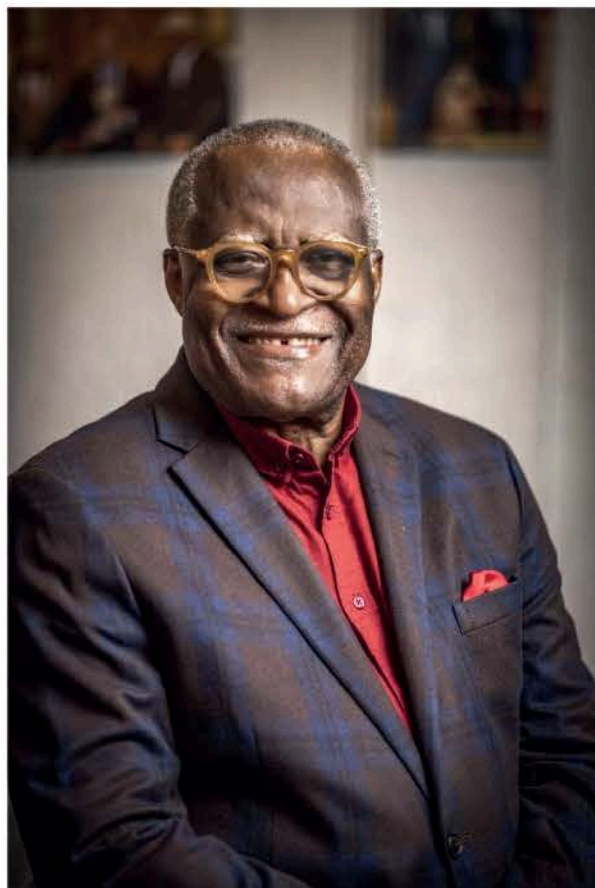
- Diplôme en droit maritime du Centre international de développement des Océans du Canada, Université Mohamed V de Rabat, 1990
- Diplôme de 3ème cycle octroyé par le « Honourable Society of Lincoln's Inn », London et qui donne accès à la profession d'avocat, 1978
- BSc. Études internationales, Université américaine de Washington DC - School of International service (SIS), 1975

>Langues parlées :

Anglais, français, meta, pidgin et espagnol.

Pourquoi je suis candidat

La prochaine élection présidentielle au Cameroun ne sera pas comme les précédentes. Le scrutin se déroulera dans un contexte marqué par la persistance de l'impasse quant aux réponses apportées à la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. D'autres menaces à la stabilité pèsent sur notre avenir commun : les luttes pour garder le pouvoir aggravent les antagonismes ethniques et sociaux. Nul ne sait quand ni comment s'arrêteront les pratiques d'exclusion et de marginalisation qui continuent de mettre en danger la cohésion sociale. Aujourd'hui, l'économie est au plus mal, la corruption s'aggrave et les institutions se délitent. Tous les signes de l'usure du pouvoir sont là sous nos yeux : absence de sang



neuf ; cynisme devant les revendications des populations, immobilisme face aux défis et enjeux de l'avenir et incapacité du système de gouvernance actuel à se réinventer.

Il y a plus de 25 ans, j'ai réalisé qu'au rythme où la corruption et l'impunité progressaient, aucun développement significatif ne serait possible. J'ai consacré l'essentiel de mon temps et de mes ressources à la sensibilisation sur ce fléau qui dévorait peu à peu notre société. J'ai été impliqué dans d'importantes initiatives contre la corruption à l'échelle mondiale, régionale, sous régionale et nationale. Aujourd'hui, je veux mettre cette expérience de plus d'un quart de siècle au service de mon pays. La situation dans notre pays est très préoccupante. Les institutions nationales sont pointées du doigt pour leur niveau de corruption, et tout le monde continue à faire comme si de rien n'était. Des juridictions étrangères et des institutions internationales ont exposé des affaires de corruption impliquant des hauts fonctionnaires du gouvernement, et nous restons indifférents face à cette situation grave. Nous devons renverser la pyramide monarchique que notre pays est devenu, où une grande base sert une très petite minorité au sommet. Le peuple doit être au centre de tout ce pour quoi nous nous battons.

“ Il y a plus de 25 ans, j'ai réalisé qu'au rythme où la corruption et l'impunité progressaient, aucun développement significatif ne serait possible. J'ai consacré l'essentiel de mon temps et de mes ressources à la sensibilisation sur ce fléau qui dévorait peu à peu notre société. ”

01

Démocratie et gouvernance

- Une nouvelle constitution, des élections libres et équitables, une fédération
- La transparence et la redevabilité au sein du gouvernement
- Un cadre juridique approprié pour la déclaration des biens
- Le soutien à la société civile et aux médias

02

Économie et création d'emplois

- Économie inclusive : investir dans l'éducation, soutenir les PME, exploiter les ressources naturelles de manière durable et pour le bénéfice de tous.
- Construire un environnement favorable au climat des affaires et à la protection des investissements
- Développer les infrastructures et la technologie et augmenter l'approvisionnement en électricité, eau, télécommunications
- Repenser la stratégie pour les transports aériens, ferroviaires et routiers et développer les infrastructures

Camerounais vivant à l'étranger

03

- Reconnaître la multinationalité
- Leur donner une place légitime dans l'architecture économique du Cameroun
- Valoriser leurs compétences et les impliquer dans la reconstruction du Cameroun

04

Système éducatif et développement des compétences

- Veiller à une meilleure adéquation entre l'offre de formation, les besoins du marché de l'emploi et les objectifs de développement du pays
- Améliorer les conditions de travail des enseignants
- Accroître l'accès à la formation professionnelle et à l'enseignement supérieur / l'acquisition de compétences pratiques, notamment dans les nouvelles technologies numériques / l'éducation Sciences, Techniques, Ingénierie, Mathématiques (STIM).
- Mettre l'accent sur les jeunes et les femmes : éducation, entrepreneuriat, opportunités de leadership.
- Protéger la nature dualiste de notre héritage colonial et promouvoir un véritable bilinguisme.
- Enseigner les langues nationales.

05

La santé.

- Augmenter le financement des services de santé publique et développer des plateaux techniques modernes
- Améliorer les conditions de travail des personnels du secteur de la santé
- Rendre effective et accessible à tous, la couverture de santé universelle
- Priorité à la santé mentale et au bien-être.

06

Justice sociale et droits de l'homme.

- Garantir les droits de tous les citoyens et rendre la justice accessible
- Promouvoir des politiques de protection des populations vulnérables
- Renforcer les lois contre la discrimination et la violence
- Réformer le système judiciaire : renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire
- Lutter contre la corruption à tous les niveaux
- Protéger le caractère bi-juridique du pays

07

Sécurité et consolidation de la paix : unité dans la diversité

- Conflits et insécurité : s'attaquer aux causes profondes des conflits / œuvrer à la réconciliation et à la guérison dans les zones touchées / promouvoir le dialogue et les efforts de consolidation de la paix
- Professionnaliser les forces de défense et de sécurité, et du maintien de l'ordre
- Promouvoir l'unité à travers la bonne gestion de nos différences culturelles et le dialogue entre les régions et communautés

Sports, culture et tourisme

- Perfectionner les installations sportives nationales de formation
- Mettre en place un cadre approprié pour la protection des artistes et des professionnels des arts du spectacle
- Faire du Cameroun une vraie destination touristique en misant sur sa faune, sa diversité culturelle et géographique

08

mes
8
piliers

Mes 100 premiers jours

Nous avons identifié cinq chantiers, qui s'inscriront dans les priorités de nos 100 premiers jours :

1- Programme d'urgence pour le développement local

Une évaluation des besoins urgents des 360 communes afin de déterminer les ressources humaines et financières nécessaires pour répondre à leurs besoins fondamentaux (eau potable, écoles fonctionnelles, soins de santé primaires, infrastructures routières, services d'état civil, etc).

2- Multinationalité

Des mesures immédiates seront prises dès le premier jour pour faciliter les déplacements des Camerounais vivant à l'étranger en attendant la modification de la loi visant à instaurer la multinationalité. Camerounais de naissance, Camerounais pour toujours.

3- Audit général de l'Etat

Aujourd'hui, la gestion des finances publiques camerounaises, y compris les revenus de l'Etat et l'endettement, reste opaque, surtout dans les entreprises publiques. Sans données claires, toute évaluation ou planification sérieuse est impossible.

Un audit indépendant et exhaustif des finances publiques. Seule la transparence permettra de :

- Évaluer précisément les ressources et dettes nationales
- Élaborer des réformes économiques réalistes
- Établir un plan de développement fiable

Le vrai progrès commence par la transparence.

4- Dialogue inclusif : la voie vers une paix durable

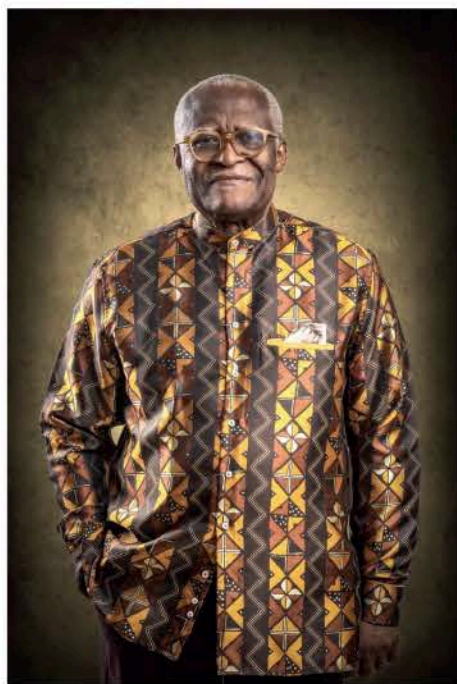
Depuis des décennies, le Cameroun subit les conséquences de son héritage colonial. Depuis 2016, ces tensions ont dégénéré en conflit armé dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ravageant les communautés, laissant derrière elles veuves, orphelins et familles brisées, tant parmi les civils que les forces armées.

Un dialogue national inclusif et sincère qui s'attaque aux causes profondes de la crise est impératif. Les autres régions en détresse doivent également être traitées avec la même urgence.

Le moment d'agir, c'est maintenant.

5- Renforcement de la démocratie et de la gouvernance

Les structures institutionnelles et administratives du pays restent ancrées dans les réflexes rigides et centralisés d'un Etat à parti unique. Des réformes urgentes sont nécessaires pour garantir la séparation des pouvoirs, élargir l'espace de la société civile et autonomiser véritablement le secteur privé, moteur d'une croissance économique durable. Cette mutation modernisera la gouvernance et préparera les Camerounais à une nouvelle ère.



Interview exclusive avec

Akere T. MUNA

Candidat à l'élection présidentielle de 2025 au Cameroun

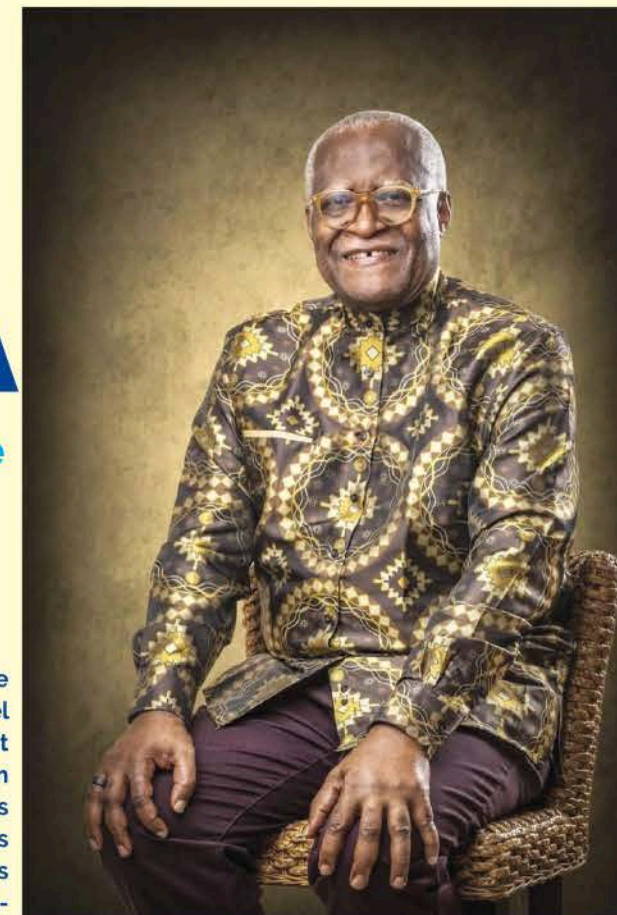
Réalisée par Abdoulaye Simpara, diplômé de HEC Liège, fondateur et directeur de publication d'Afrique Info.

Afrique Info : Bonjour M. Akere Muna. Merci de nous accorder cet entretien à un moment charnière de l'histoire du Cameroun, à l'approche de l'élection présidentielle. Pour commencer, quelle est votre vision pour le Cameroun à l'horizon 2035 ?

Merci de m'accorder à travers vos colonnes la possibilité de m'adresser à mes compatriotes du Cameroun et ceux vivant à l'étranger. Ma vision pour le Cameroun à l'horizon 2035 est celle d'un pays uni dans sa diversité, fort dans ses institutions, son économie, sa diplomatie et prospère dans l'épanouissement et le bien-être de ses populations. Les camerounais méritent de vivre dans un pays où l'accès à l'éducation, aux soins de santé de qualité, à la justice, à l'eau et à l'électricité n'est pas un luxe. Je rêve d'un pays où prévaut la bonne gouvernance et la transparence dans la conduite des affaires publiques, où les gouvernants rendent compte au peuple, où le mérite et la compétence sont les marqueurs de l'égalité de chance pour tous, où le népotisme soit désormais un mauvais souvenir. Je rêve d'un Cameroun qui joue pleinement son rôle de leader et moteur économique de la sous-région et dont le rayonnement à l'international est garanti par une diplomatie forte et engagée.

Afrique Info : Votre parcours personnel et professionnel est riche et engagé. En quoi ces expériences vous préparent-elles à assumer les plus hautes responsabilités de l'Etat ?

Mon parcours, aussi bien personnel que professionnel comme vous le soulignez, me permet aujourd'hui de mieux comprendre les problèmes auxquels le Cameroun est confronté mais surtout me procure les outils pour les adresser. Pendant toute ma carrière j'ai essentiellement travaillé sur des questions de gouvernance. Comme nous le savons tous, la crise multisectorielle à laquelle notre pays est confrontée a pour point de départ la mauvaise gouvernance. A titre d'exemple, lors de mon passage au MAEP (Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs), j'ai travaillé sur des pays qui avaient sensiblement les mêmes problèmes que nous avons aujourd'hui. Il faut dire que cette expérience est déterminante dans ma préparation étant entendu que le MAEP est composé des chefs d'état qui se réunissent pour évaluer leurs pays et trouver des solutions à leurs problèmes. Il s'agit des discussions de très haut niveau et être au contact direct des chefs d'état est



très enrichissant en termes d'enseignements. A ceci, il faut ajouter mon passage comme le tout premier Président de du conseil économiques, social et culturel de l'Union Africaine, qui rassemble les organisations non gouvernementales du continent et qui m'a permis de comprendre l'apport de la société civile dans la recherche des solutions aux questions développement. Certains de ces pays sont aujourd'hui cités comme des modèles de croissance en Afrique à l'instar de l'Ethiopie, la Sierra Leone ou encore, plus proche de nous le Rwanda. Je pense humblement que mon parcours m'a préparé à assumer les hautes responsabilités et surtout à avoir les solutions aux problèmes de mon pays.

Afrique Info : Selon vous, quelles sont les qualités essentielles que doit posséder un Président de la République dans le contexte actuel ?

Je pense donc que la première qualité que doit avoir le Président de la Répu-

blique c'est l'amour de son pays et de ses concitoyens. Quand vous aimez et respectez votre peuple, vous travaillez avec acharnement à leur épanouissement, à l'amélioration significative de leurs conditions et cadre de vie. Vous devez être à l'écoute et proche du peuple tout en ayant une vision claire et précise de là où vous voulez le conduire. Vous devez être épris de justice et d'équité, le tout soutenu par la capacité à prendre des décisions.

Afrique Info : Vous êtes reconnu pour votre combat acharné contre la corruption. Quelles mesures concrètes comptez-vous mettre en œuvre pour instaurer une gouvernance transparente et responsable ?

L'une des premières mesures sera l'application stricte et sans délai de l'article 66 de notre constitution sur la déclaration des biens des personnes qui sont aux affaires. Nous allons également mener une lutte acharnée contre l'enrichissement illicite et instaurer un système qui contraigne les gouvernants à rendre compte de leurs actions. Sans oublier le soutien à la société civile, le renforcement de la liberté des médias pour l'érection d'une presse forte et crédible, qui doit plus que jamais, jouer son rôle de « chien de garde » de la société, sans oublier une meilleure capacitation du secteur privé qui doit devenir la véritable locomotive de notre développement.

Afrique Info : La confiance entre les citoyens et les institutions semble fortement érodée. Comment envisagez-vous de la restaurer ?

La solution pour restaurer la confiance entre le peuple camerounais et les institutions de la République se trouve dans le premier pilier de mon projet de société, qui est le renforcement de la démocratie et de la gouvernance. Il s'agira d'adopter une nouvelle constitution qui incarne mieux les aspirations présentes et futures du peuple camerounais. Les principaux axes qui vont guider la réflexion sur la nouvelle constitution sont entre autres, la promotion des élections libres et équitables, le renfor-

cement de la transparence et la redevabilité au sein du gouvernement, la mise en place d'un système véritablement décentralisé au sein d'une fédération où les dirigeants sont choisis par le peuple.

Afrique Info : La crise dans les régions anglophones demeure l'un des défis majeurs du pays. Quelle approche préconisez-vous pour une résolution durable et pacifique de ce conflit ?

Pour moi, la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est le résultat de la mauvaise gestion de la dualité de notre héritage colonial et de notre diversité culturelle. Cette crise est inscrite sur la liste des 5 actions prioritaires dès ma prise de fonction. Nous devons, là aussi, aller à la racine du problème et j'ai la chance de connaître l'origine de la crise. Nous mettrons immédiatement en place une commission en charge d'engager les pourparlers avec les vrais belligérants dans l'optique d'organiser un dialogue inclusif qui aboutissent à la restauration de la paix. Si cela s'avère nécessaire, nous n'hésiterons pas à faire appel à un pays ami pour assurer



la médiation.

Afrique Info : La question de la forme de l'État revient régulièrement dans le débat public. Êtes-vous favorable à une révision vers le fédéralisme ou une décentralisation renforcée ?

Je l'ai toujours dit, je suis pour un système fédéral. Je pense que c'est un système qui a au moins deux avantages : il permet une bonne prise en compte de la diversité, une meilleure gestion ainsi qu'une répartition équitable des ressources. On se rend compte aujourd'hui que la décentralisation, même renforcée, requiert toujours une autorité centrale qui l'impulse, ce qui nous semble contradictoire avec l'idée même de la décentralisation. Mais je suis aussi disposé à écouter ce que les Camerounais en pensent et prendre la décision qui convienne à nos concitoyens et qui répondent le mieux à nos aspirations à tous. Nous devons surtout éviter de nous limiter à l'énumération des concepts ; nous devons par-dessus tout travailler à leur donner un contenu qui correspond à notre contexte, à nos aspirations et qui prend en compte notre diversité.

Afrique Info : Sur le plan économique, quel est votre plan pour relancer la croissance et attirer davantage d'investissements, locaux comme étrangers ?

Nous allons commencer par l'élaboration d'une politique d'investissement attractive en offrant des incitations fiscales, des garanties et des soutiens aux investisseurs sans oublier la simplification des procédures. Nous allons renforcer le partenariat public-privé pour financer les projet d'infrastructures et de développement en définissant les secteurs prioritaires tels que l'agriculture, les énergies renouvelables, le tourisme, les TIC et l'industrie manufacturière.

Notre projet économique doit allier la production à la consommation avec pour ambition d'alimenter le marché local, sous régional et voir international. Pour cela nous allons mettre l'accent sur l'industrie de transformation de nos matières premières. Nous allons travailler à la diversification de notre économie en promouvant d'autres secteurs d'activité

en dehors des matières premières de base. La relance de l'économie n'est possible que si nous investissons dans les infrastructures telles que les routes pour améliorer la connectivité et la compétitivité. Pour que tout ceci soit possible, nous allons améliorer significativement le climat des affaires en simplifiant les procédures administratives, en réduisant la bureaucratie et en menant une lutte acharnée contre la corruption.

Afrique Info : Le chômage, en particulier chez les jeunes diplômés, atteint des niveaux préoccupants. Quelles seront vos priorités pour y faire face ?

La lutte contre le chômage des jeunes nécessite une approche holistique qui implique la formation, l'éducation, la création d'emploi l'entrepreneuriat et le soutien aux jeunes entrepreneurs. Ceci va également nécessiter l'implication de toutes les parties prenantes, notamment, le gouvernement qui doit mettre en place des politiques et de programmes de lutte contre le chômage, les entreprises qui doivent s'impliquer dans la création des emplois et la formation des jeunes, les organisations de la société civile qui doivent fournir des services de soutien et d'encadrement aux jeunes et les universités et centres de formation qui doivent adapter leurs curricula de formation aux besoins actuels du marché de l'emploi. Nous allons dépolitiser et détribaliser l'administration publique en réhabilitant la neutralité et le mérite au centre des recrutements, des nominations et des promotions

Afrique Info : Quel rôle entendez-vous



Avec l'ancien Président tanzanien John Magufuli de regrettée mémoire

donner à l'entrepreneuriat local dans votre politique de développement économique ?

Comme je viens de l'indiquer, l'entrepreneuriat joue un rôle déterminant dans notre projet de développement économique. Je voudrais d'ailleurs en profiter pour dire toute mon admiration pour le génie créatif des jeunes entrepreneurs camerounais que j'ai souvent rencontrés et qui font des choses extraordinaires avec très peu de moyens. Nous allons mettre en place des politiques publiques favorables à l'entrepreneuriat telles que les incitations fiscales, des réglementations simplifiées et la facilitation de l'accès aux financements. De façon concrète l'Etat, sous mon leadership, va investir dans la création des incubateurs pour favoriser un environnement propice à la création et à la croissance des startups. De même, nous allons encourager et soutenir l'organisation des événements de réseautage et œuvrer à la mise en relation les jeunes entrepreneurs avec des investisseurs, des mentors et des partenaires potentiels. Un élément essentiel de cette politique sera l'implication des camerounais vivant à l'étranger.

Afrique Info : Le système éducatif camerounais est souvent jugé déconnecté du marché de l'emploi. Quelles réformes envisagez-vous pour en améliorer la pertinence et l'efficacité ?

Le premier outil de la lutte contre le chômage est un bon système éducatif. Nous devons réformer notre système éducatif pour qu'il réponde aux besoins du 21e siècle à travers une meilleure adéquation entre nos offres de formations et le marché moderne de l'emploi. Pour ce faire, les conditions de travail des enseignants à tous les niveaux doivent être améliorées. Nous allons accroître l'accès à la formation professionnelle et à l'enseignement supérieur. Nous allons promouvoir l'éducation STIM (Science, Technologie,

Ingénierie et Mathématiques) tout en protégeant la nature dualiste de notre héritage colonial. Nous devons également envisager des formations et des ateliers pour enseigner les compétences entrepreneuriales. Nous avons deux systèmes éducatifs et c'est une richesse énorme que nous devons préserver à tout prix.

Afrique Info : L'indépendance de la justice est un pilier de tout État de droit. Quelles garanties apporterez-vous pour en faire une réalité au Cameroun ?

Notre système judiciaire doit lui aussi refléter la dualité de notre héritage colonial et de notre diversité culturelle. Il faut surtout qu'elle puisse être accessible à tous et non pas réservée à une caste de privilégiés. Le problème actuel de notre justice ce n'est pas tant l'incompétence des magistrats mais plus, leur capacité à dire le droit en toute indépendance. Celle-ci peut être questionnée quand on tient compte de toutes les pressions sociales et politiques que subissent les magistrats. Il est donc impératif de reformer le conseil supérieur de la magistrature et d'en confier la présidence à un magistrat chevronné, élu par ses pairs, et garantir à l'institution une autonomie administrative et financière. Cette réforme de la justice passe aussi par une modernisation de la politique pénitentiaire, l'amélioration des infrastructures et des capacités d'accueil, le développement d'un plan de désengorgement des prisons et de réduction de la population carcérale.

Afrique Info : Pour conclure, quel message souhaitez-vous adresser au peuple camerounais à l'aube de cette élection cruciale ?

A mes compatriotes, j'adresse un message d'espoir et de confiance. Ce pays est le nôtre, et c'est lui que nous laisserons en héritage aux générations futures. Nous avons le devoir de prendre en main notre destin et nos responsabilités. 2025 est une année cruciale pour la libération de notre pays des mains des prévaricateurs. Mettons-nous ensemble, et tout sera possible.

Secteur pétrolier camerounais

Akere Muna explique les circuits de corruption

Kumba Construction d'un nouvel emplisseur de gaz domestique Covidgate Amendes de 3 millions pour 4 fonctionnaires du Minsante

Votre Journal Akere Muna veut conduire la presse vers de nouveaux horizons



La rencontre, qui s'est tenue dans la salle de conférence de rédaction à l'Agence régionale Centre-Sud-Est du quotidien Le Messager à Yaoundé hier, une rencontre riche en échanges sur les conditions de travail des journalistes et les enjeux liés à la liberté de la presse.

La rencontre, qui s'est tenue dans la salle de conférence de rédaction à l'Agence régionale Centre-Sud-Est du quotidien Le Messager à Yaoundé hier, une rencontre riche en échanges sur les conditions de travail des journalistes et les enjeux liés à la liberté de la presse.

La rencontre, qui s'est tenue dans la salle de conférence de rédaction à l'Agence régionale Centre-Sud-Est du quotidien Le Messager à Yaoundé hier, une rencontre riche en échanges sur les conditions de travail des journalistes et les enjeux liés à la liberté de la presse.

Akere Muna

Notre société est bâtie sur des bases tronquées

En tournée médiatique en prélude à la campagne électorale, le candidat du parti Univers à l'élection présidentielle dévoile ce qu'il fera durant les 100 premiers jours de son mandat. Il se prononce sur des questions d'actualité : la gestion des ordures, le système électoral, la coalition de l'opposition, le cafouillage dans le football camerounais, l'accès aux soins de santé, l'économie numérique, etc.



Notre société est bâtie sur des bases tronquées. En tournée médiatique en prélude à la campagne électorale, le candidat du parti Univers à l'élection présidentielle dévoile ce qu'il fera durant les 100 premiers jours de son mandat. Il se prononce sur des questions d'actualité : la gestion des ordures, le système électoral, la coalition de l'opposition, le cafouillage dans le football camerounais, l'accès aux soins de santé, l'économie numérique, etc.

Notre société est bâtie sur des bases tronquées. En tournée médiatique en prélude à la campagne électorale, le candidat du parti Univers à l'élection présidentielle dévoile ce qu'il fera durant les 100 premiers jours de son mandat. Il se prononce sur des questions d'actualité : la gestion des ordures, le système électoral, la coalition de l'opposition, le cafouillage dans le football camerounais, l'accès aux soins de santé, l'économie numérique, etc.

Notre société est bâtie sur des bases tronquées. En tournée médiatique en prélude à la campagne électorale, le candidat du parti Univers à l'élection présidentielle dévoile ce qu'il fera durant les 100 premiers jours de son mandat. Il se prononce sur des questions d'actualité : la gestion des ordures, le système électoral, la coalition de l'opposition, le cafouillage dans le football camerounais, l'accès aux soins de santé, l'économie numérique, etc.



Notre société est bâtie sur des bases tronquées. En tournée médiatique en prélude à la campagne électorale, le candidat du parti Univers à l'élection présidentielle dévoile ce qu'il fera durant les 100 premiers jours de son mandat. Il se prononce sur des questions d'actualité : la gestion des ordures, le système électoral, la coalition de l'opposition, le cafouillage dans le football camerounais, l'accès aux soins de santé, l'économie numérique, etc.

Notre société est bâtie sur des bases tronquées. En tournée médiatique en prélude à la campagne électorale, le candidat du parti Univers à l'élection présidentielle dévoile ce qu'il fera durant les 100 premiers jours de son mandat. Il se prononce sur des questions d'actualité : la gestion des ordures, le système électoral, la coalition de l'opposition, le cafouillage dans le football camerounais, l'accès aux soins de santé, l'économie numérique, etc.

Notre société est bâtie sur des bases tronquées. En tournée médiatique en prélude à la campagne électorale, le candidat du parti Univers à l'élection présidentielle dévoile ce qu'il fera durant les 100 premiers jours de son mandat. Il se prononce sur des questions d'actualité : la gestion des ordures, le système électoral, la coalition de l'opposition, le cafouillage dans le football camerounais, l'accès aux soins de santé, l'économie numérique, etc.

Le Messager

Me Akere Muna



«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.

«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.

«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.



«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.

«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.

«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.



«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.

«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.

«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.

«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.



«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.

«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.

«Je crois en la démocratie» Des grandes lignes de son programme politique, aux non-dits du scandale Glencore qu'il a écarté, en passant par son combat pour la bonne gouvernance, le candidat à la Présidentielle de 2025, se met à table.

“ M. Muna est un professionnel hors pair qui met un point d'honneur à fournir un travail de qualité dans les délais impartis. Il possède des connaissances, une expérience et des compétences approfondies acquises au cours de nombreuses années passées à travailler dans le domaine de la gouvernance. Il jouit d'une réputation bien méritée dans le monde entier en tant qu'expert de premier plan en matière de lutte contre la corruption. M. Muna est un homme intègre qui se comporte avec dignité et honnêteté. Depuis que je le connais, il a toujours insisté sur la transparence, l'honnêteté et la responsabilité, et il tient toujours parole. ”

Honorable juge Ben Kioko,
Ancien juge et vice-président de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

“ Akere est un homme courageux qui a été préparé dès son plus jeune âge. Il a reçu une excellente éducation et possède quatre qualités essentielles : une riche expérience en matière de gouvernance, il est anglophone et francophile, et il est bien préparé. Avec Paul Biya comme adversaire, je crains qu'Akere ne soit le prochain président du Cameroun. ”

Pascal Charlemagne Messanga Nyamding
Professeur d'université et politologue,
militant du CPDM

“ Il propose un nouveau contrat social qui découle de l'amour de la nation et du peuple, comme l'explique clairement le premier pilier qui met l'accent sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles. Le projet unit et garantit la prospérité et la postérité, en tenant compte de l'intégration totale des femmes et des jeunes. ”

Jean Jaures Ngapout
Enseignant-chercheur
et Consultant, président du parti politique PEUPLE,
Membre de l'Union pour la reconstruction

“ Le candidat n'est pas un politicien classique, mais quelqu'un issu de la société civile. Cela fait toute la différence, car il est neutre et a une vision large de la politique camerounaise, ce qui en fait la meilleure option possible pour une transition à l'heure actuelle. Nous soutenons son action, car il se démarque du système actuel et enrichira considérablement la scène politique de toute la sous-région, contrairement aux autres candidats. ”

Aime Sadou
Membre de la société civile très
intéressé par la politique et consultant
indépendant en gestion.

“ C'est un homme du peuple et il est indéniable que l'expérience internationale d'Akere a une grande influence sur son autorité et sa crédibilité dans son pays. Il est bien introduit sur la scène internationale et diplomatique, et tout grand leader qui réussit a besoin d'un tel soutien international. En tant que juriste, il sait comment réconcilier les parties et résoudre les crises, sans compter que nous savons que les anglophones sont des gens intègres dans l'administration. Je pense que ce n'est pas seulement mon opinion, mais que beaucoup partagent mon point de vue. ”

Pierre Baleguet Nkot
Politicien chevronné et Secrétaire Général National de l'UPC

“ Deux personnes se distinguent sur la scène politique camerounaise... Mon choix se porte sur Akere Muna, car sa candidature est synonyme de réconciliation entre les peuples du Cameroun, unis sous la même bannière. Rejoignez le candidat de l'union populaire, Akere Muna. ”

Calixthe Beyala
Ecrivain camerounaise-française basé en France et lauréat du Grand
prix littéraire d'Afrique noire et du Grand prix du roman de l'Académie française.

“ L'avocat Akere correspond le mieux aux aspirations des Camerounais et aux exigences du parti Univers. Akere est un combattant contre la fraude et le détournement de fonds, et nous pensons qu'il mènera le processus de nettoyage de tous ces maux sociaux, puis reconstruira le pays. Avec l'avocat, les Camerounais ne seront plus de simples spectateurs, mais des acteurs engagés dans le processus de reconstruction de leur pays. ”

Prosper Nkou Mvondo
Universitaire camerounais,
homme politique et président national (capitaine) du parti Univers.

“ Maître Akere a une longue expérience dans la lutte contre la corruption, tant au niveau national qu'international. C'est un homme de terrain qui possède une très riche expérience en matière de gouvernance et de transparence. Il est conseiller spécial de nombreux chefs d'Etat et, avec lui, le Cameroun a de meilleures chances de résoudre la crise anglophone actuelle, car il maîtrise le dossier et y travaille depuis longtemps. ”

Njang Denis Tabe
Entrepreneur social, président national du Parti d'action populaire (PAP).
Il est également membre de l'Union pour la reconstruction

“ Mon vote pour Akere en 2025 sera un vote de conviction. Son mandat unique de transition, son intégrité et sa transparence en disent long à tous. Je crois qu'avec Akere à la présidence, les Camerounais assisteront à une redéfinition de la méritocratie et de la responsabilité. ”

Ateh Grace Ntumazah
Fille du nationaliste Nde Ntumazah.
Elle est militante de l'UPC et Secrétaire Générale adjointe nationale du parti.

“ L'avenir est prometteur pour les Camerounais vivant dans la diaspora avec Akere comme prochain président du Cameroun. Il a toujours insisté sur la politique « Camerounais une fois, Camerounais pour toujours », en mettant l'accent sur la double nationalité. ”

Prince Lafu Collins
Homme d'affaires et humanitaire camerounais,
PDG de l'association Food Life and Work. Il est militant du PAP
et coordinateur pour l'Europe basé à Stuttgart, en Allemagne.

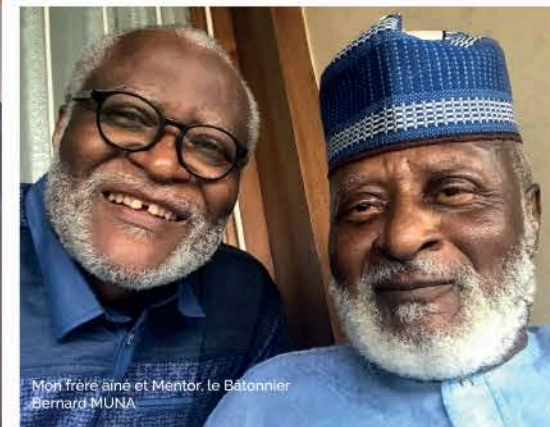
ATM... une reconnaissance internationale



Avec Sidi Ould Tah,
Président de la Banque
Africaine de
Développement (BAD)



Avec Ellen Johnson Sirleaf,
ancienne Présidente du Libéria



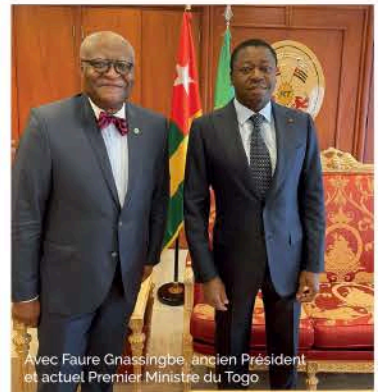
Mon frère aîné et Mentor, le Bâtonnier
Bernard MUNA



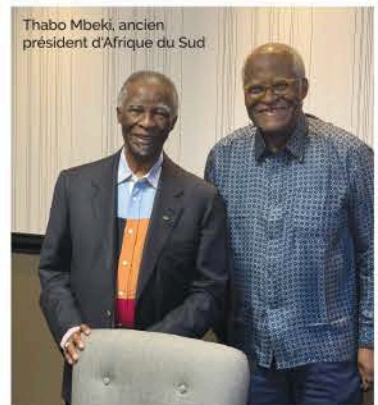
Abdoulaye Wade, ancien
président du Sénégal



Lors du sommet de l'Union
Africaine au Sénégal en 2023



Avec Faure Gnassingbé, ancien Président
et actuel Premier Ministre du Togo



Thabo Mbeki, ancien
président d'Afrique du Sud



Avec Thabo Mbeki et John
Magufuli, anciens présidents
d'Afrique du Sud et de Tanzanie



Des Bâtonniers Africains avec le président Obasanjo lors de
l'octroi du prix pour la résolution pacifique des conflits par
l'Union panafricaine des avocats.



Avec Félix Tshisekedi, actuel Président de
la RDC et Moïse Katumbi à l'aéroport
Bole d'Addis Abeba

ATM... Un homme de terrain



Le très respecté Jean-Vincent Tchienehom



Aux côtés de l'UPC et de son SG, lors de son anniversaire à Makak 2025



Toujours disponible pour la presse



Nous avons travaillé à la libération du jeune Junior Ndombe



Avec le Président Nkou Mvondo du parti Univers lors d'un meeting à Ngomedzap Avril 2025



Base aérienne 101, JPO de nos forces de défense, 19 Mai 2025



Les personnes vivant avec le handicap sont des Camerounais à part entière



A gauche, Pierre Baguele Nkol, SG UPC et à droite, Ndjang Denis, Président du PAP



Accueil chaleureux à Akono



Toujours face à la presse

La Grande Famille MUNA

La famille Muna, avec son riche héritage de services et de réalisations, a contribué de manière significative à divers domaines au Cameroun et au-delà. Né le 18 août 1952, **Akere T. MUNA** fait partie de cette famille distinguée. Son père, **Solomon TANDENG MUNA**, était un éminent dirigeant politique, qui a occupé les fonctions de vice-président de la République fédérale du Cameroun, de premier ministre du Cameroun occidental et de président de l'Assemblée nationale du Cameroun jusqu'à son décès en janvier 2002. Leur mère, **Elisabeth Fri MUNA**, sage-femme de formation, a soutenu son mari dans son engagement au service de la nation. Elle est décédée en juin 1983, laissant derrière elle un héritage de résilience et de dévouement.

Akere est l'un des huit frères et sœurs de la famille ; chacun a apporté une contribution notable dans son domaine.

• **Daniel MUNA**, chirurgien de renom, a fondé la Daniel Muna Memorial Clinic à Douala et a été président de l'Association médicale du Cameroun jusqu'à sa mort en 2009.

• **Bernard MUNA**, avocat à Lincoln's Inn, Londres, a été Bâtonnier de l'Ordre des

avocats du Cameroun et procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda (ONU). Il était également membre fondateur du parti politique Social Democratic Front et a créé l'un des plus anciens cabinets d'avocats du Cameroun, Muna, Muna & Associates, où Akere était son associé. Bernard est décédé en 2019.

• **Edwin MUNA**, ingénieur en télécommunications, est décédé en 1973 à l'âge de 31 ans.

• **Humphrey MUNA**, ingénieur aéronautique diplômé de l'Institut de technologie de Cranfield, a contribué de manière significative au secteur de l'aviation au Cameroun et en Afrique, en tant que directeur technique de l'ASECNA, jusqu'à sa mort en 2014.

• **Walinjom MUNA**, professeur de cardiologie renommé, a travaillé avec l'Université de Yale et l'Institut de cardiologie et de pneumologie de Bethesda, pour n'en citer que quelques-uns. Il a été président de la Société africaine de cardiologie. Il est décédé en 2019.

• **Georges MUNA**, ingénieur agronome, s'est spécialisé dans l'agro-industrie, faisant progresser les pratiques

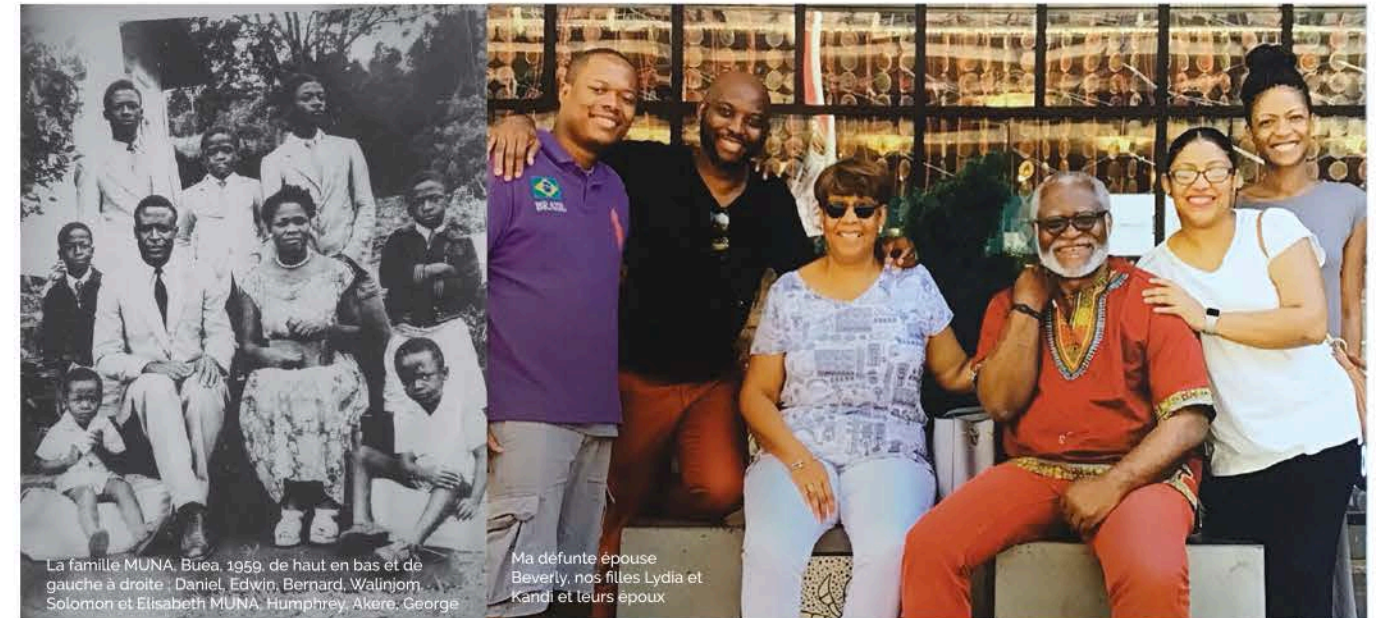
agricoles dans la région.

• **Akere T. MUNA**, le septième fils, a perpétué la tradition d'excellence et de service de la famille. Il est veuf, ayant perdu sa femme, **Beverly Bird-MUNA**, en 2021. Beverly, de nationalité antiguaise et issue de l'illustre famille Bird, était la fille de VC Bird, le premier Premier ministre d'Antigua, décédé en 1999. Deux de ses frères aînés ont suivi les traces de leur père en politique : Vere Bird Jr. était ministre dans le gouvernement de son père et Lester Bird était Premier ministre. Tous sont aujourd'hui décédés.

Akere est père de trois (3) enfants, **Lydia, Kandi et William**.

• **Ama Muna**, la seule femme de la fratrie Muna, est linguiste et ancienne ministre au Cameroun. Elle est actuellement membre de la Commission nationale sur le bilinguisme et le multiculturalisme.

Ensemble, les membres de la famille Muna sont considérés comme des exemples remarquables de dévouement, de leadership et de services rendus à leur pays et au monde.



La famille MUNA, Buea, 1959, de haut en bas et de gauche à droite : Daniel, Edwin, Bernard, Walinjom, Solomon et Elisabeth MUNA, Humphrey, Akere, George

Ma défunte épouse Beverly, nos filles Lydia et Kandi et leurs époux

Akere, Yaoundé, 1962

